



BAROMÈTRE DE L'OPINION
PRÉSERVER
LES RESSOURCES
EN EAU
ET LES MILIEUX
AQUATIQUES

QU'EN
PENSENT
LES
FRANÇAIS



DOSSIER DE PRESSE

Une étude réalisée par



LES
AGENCES
DE L'EAU
ÉTABLISSEMENTS PUBLICS DU MINISTÈRE
EN CHARGE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

 **ONEMA**
Office national de l'eau
et des milieux aquatiques


Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Ministère
de l'Écologie,
du Développement
durable
et de l'Énergie

BAROMÈTRE 2015

Les Français et l'eau : perception des enjeux et des politiques publiques

Sommaire

- 4 Préoccupations et principaux enjeux / Infographie
- 7 Changement climatique et autres causes de la dégradation de l'eau
- 10 Perception de la biodiversité et d'une rivière en bonne santé
- 11 Opinions à l'égard de la situation de l'eau en France et dans sa région
- 13 Les actions possibles pour une meilleure gestion de l'eau
- 16 Informations sur l'eau
- 17 Eau et solidarité internationale

- 18 Contacts

BAROMÈTRE 2015

Les Français et l'eau : perception des enjeux et des politiques publiques

A la demande des agences de l'eau, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques (Onema) et du ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie, Harris Interactive a réalisé la troisième édition du baromètre sur l'eau*.

La première édition ayant été réalisée en 2011, cette nouvelle édition permet de mesurer sur quatre ans l'évolution de la perception des Français sur les enjeux et les politiques publiques liées à l'eau. L'échantillon de plus de 3 500 personnes permet d'analyser les résultats dans les 7 grands bassins hydrographiques français et relever ainsi les éventuelles différences de perceptions géographiques concernant ces enjeux.

Un baromètre est nécessairement impacté par des événements d'actualité et, dans le cas du baromètre de l'eau, par les catastrophes naturelles de l'année en cours ou des mois précédant les dates de l'enquête.

Cette année, des régions ont été sinistrées par de fortes inondations et l'opinion a été marquée par ces événements, exprimant par exemple, plus que dans les éditions précédentes, une sensibilité plus forte aux inondations.

Enfin, dans le cadre de la COP21 organisée en ce mois de décembre 2015 à Paris, une attention particulière a été apportée aux impacts du changement climatique sur les enjeux liés à l'eau. Les Français semblent ainsi mesurer l'importance de cet enjeu quant aux impacts attendus sur l'eau et la biodiversité aquatique.

Cet outil est au service des élus et de tous les acteurs responsables de la politique de l'eau et de la préservation des ressources et des milieux aquatiques, en particulier les Comités de bassin dans les régions.

***Etude Harris Interactive réalisée par téléphone du 20 octobre au 2 novembre 2015**, auprès d'un échantillon de 3 527 personnes représentatif des Français âgés de 18 ans et plus réparties par bassin. Au sein de chaque bassin, la représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession) après stratification par bassin et par région.

PRÉOCCUPATIONS ET PRINCIPAUX ENJEUX AUTOUR DE L'EAU

Au-delà de la qualité de l'eau potable qui demeure la première préoccupation environnementale des Français, les inquiétudes liées au changement climatique et à la disparition de certaines espèces animales progressent dans l'opinion.

Si la qualité de l'eau potable reste un sujet de préoccupation environnemental majeur pour les Français (47%), cet enjeu tend à reculer depuis 4 ans (-5 points par rapport à 2011) au profit du changement climatique (43%) et de la disparition de certaines espèces animales (38%) ; des thèmes qui progressent respectivement de +5 points, les Français s'y montrent donc de plus en plus sensibles.

La qualité de l'air constitue toujours la deuxième préoccupation la plus forte dans l'opinion, stable à 43% depuis 2011. Enfin, le niveau de préoccupation à l'égard de l'état des rivières, des lacs et du littoral est moindre, cité à hauteur de 24%, et confirmant ainsi le recul sensible amorcé en 2013 (- 5 points).

A l'exception du réchauffement climatique, on observe de forts clivages de perception entre les différents segments de population, notamment en fonction de l'âge, du lieu d'habitation et du sexe.

Ainsi, alors que les plus jeunes se sentent davantage concernés par la disparition de certaines espèces (48% auprès des moins de 35 ans) les plus âgés s'inquiètent davantage des enjeux liés à la qualité de l'eau potable (52% chez les 65 ans et plus, soit +4 points par rapport aux moins de 35 ans). Les hommes semblent plus concernés par l'état des rivières, des lacs et du littoral (27% vs 24% en moyenne) tandis que les femmes se sentent davantage concernées par la disparition de certaines espèces animales et végétales (40% contre 38%).

Enfin, et assez logiquement, l'eau est un sujet qui touche davantage les habitants de communes plutôt rurales alors que les plus urbains se soucient en premier lieu de la qualité de l'air (47% des personnes habitant en logement collectif, soit la préoccupation la plus importante auprès de cette population).

La préservation de tous les milieux aquatiques s'impose aujourd'hui comme un enjeu majeur pour l'eau

La perception des enjeux liés à l'eau reflète également ce mouvement sensible de l'opinion.

On note dans le cadre de cette troisième édition, le recul confirmé de deux enjeux perçus jusqu'alors comme les plus importants par les Français : la garantie de la qualité de l'eau du robinet (46%, -5 points par rapport à 2011) et la bonne gestion de l'eau à l'échelle de la planète (44%, -7 points).

Les enjeux importants dans le domaine de l'eau

Parmi les propositions suivantes, pouvez-vous me dire quels sont les enjeux qui vous paraissent les plus importants pour l'eau d'une manière générale...? (Trois réponses possibles)

- À tous, en % -

	2013	2011	Rappels	
			2013	2011
Préserver tous les milieux aquatiques : marais, lacs, littoral, fleuves, nappes d'eau souterraines...	51	48%	49%	↑
Assurer la qualité de l'eau du robinet	46	48%	51%	↓
Réduire les pollutions des rivières	44	52%	47%	↓
Bien gérer l'eau à l'échelle de la planète	44	50%	51%	↓
* Prévenir les inondations	28	17%	15%	↑
Stabiliser le prix de l'eau potable	27	27%	32%	=
S'adapter aux situations de sécheresse	21	21%	23%	=
Informier le consommateur	20	18%	19%	↑



Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner deux réponses
* En 2011 et 2013, l'item était « lutter contre les inondations »

Ces sujets reculent au profit de la préservation de tous les milieux aquatiques, qui s'imposent désormais aux yeux des Français comme un enjeu principal, cité à hauteur de 51% (+3 points par rapport à 2011).

La réduction de la pollution des rivières, figure toujours parmi les quatre enjeux jugés les plus importants par les Français, quoiqu'en net recul, à 44% renouant ainsi avec le niveau d'importance mesuré en 2011, après un pic à 52% en 2013.

Au-delà de ces enjeux liés principalement à la protection quantitative et qualitative de la ressource, **la prévention des inondations** bénéficie en 2015 d'une attention particulière de la part des Français. Sans doute influencés par les événements climatiques des mois passés, ils sont ainsi nettement plus nombreux que lors des éditions précédentes à citer cet item (28%, soit +13 points en 4 ans).

Viennent ensuite la stabilisation du prix de l'eau potable (27%) et le fait de s'adapter aux situations de sécheresse (21%), deux enjeux pour lesquels on n'enregistre pas d'évolution significative.

On relève que l'information du consommateur, tout en restant perçue comme un enjeu secondaire, tend toutefois à s'affirmer avec plus de force qu'en 2013, citée à hauteur de 20%, soit +2 points.

Sur cette question, comme sur la précédente, on notera que les critères de sexe, d'âge, de profession sont particulièrement clivants. Les plus âgés considèrent principalement les enjeux liés à l'eau potable ou intervenant à l'échelle locale (les inondations notamment) quand les plus jeunes évoquent davantage le besoin d'information et la nécessité de s'adapter aux situations de sécheresse.

Enfin, on relève que l'appréhension de phénomènes plus macro, tels que la préservation des milieux aquatiques, la réduction de la pollution des rivières ou encore la bonne gestion de l'eau à l'échelle de la planète existent davantage au sein des catégories aisées alors que la vigilance à apporter quant au prix de l'eau est davantage relevée par les catégories modestes.

Les Français et l'eau

Perception des enjeux et des politiques publiques

sans déchets voit
tout faune claire poisson
sans pollution
bon limpidité
bien baigner où propre polluée
poissonneuse vie animaux quand berges
espèces eau laquelle bonne débit beaucoup
plantes propres transparente couleur algues santé
poisson flore rivière entretenue qualité



Une rivière en bonne santé
évoque aux Français les mots ci-dessus

56%

des Français pensent que la qualité de l'eau des rivières et des lacs s'est dégradée depuis 10 ans



Pour les Français les principales causes de dégradation de l'eau sont :

68% les substances dangereuses difficiles à traiter (résidus de médicaments, rejets industriels et agricoles)

69% les pesticides utilisés dans les champs et les jardins

51%

des Français pensent que la préservation de tous les milieux aquatiques est l'enjeu le plus important dans le domaine de l'eau



91% sur la faune et la flore aquatiques

89% sur l'intensité et la fréquence des sécheresses



28%

des Français sont préoccupés par les inondations (soit 11% de + depuis 2013)



88% sur le risque d'inondation

POUR LES FRANÇAIS LE CHANGEMENT CLIMATIQUE A UN IMPACT ...

88% sur le recul des côtes

81%

sur la qualité de l'eau des rivières, des lacs et des nappes souterraines



Pour mieux gérer l'eau, les Français placent l'éducation à l'environnement au

1^{er} rang

des actions à mener.



Baromètre 2015

réalisé par Harris Interactive

pour les agences de l'eau,

l'ONEMA (Office national de l'eau et des milieux aquatiques) et

le Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie



Etude Harris Interactive réalisée par téléphone du 20 octobre au 2 novembre 2015, auprès d'un échantillon de 3527 personnes représentatif des Français âgés de 18 ans et plus réparties par bassin. Au sein de chaque bassin, la représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession) après stratification par bassin et par région.

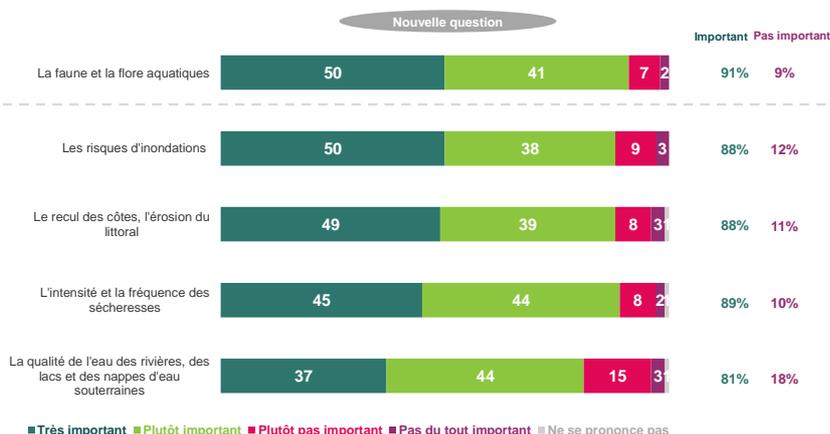
CHANGEMENT CLIMATIQUE ET AUTRES CAUSES DE DÉGRADATION DE L'ÉTAT DE L'EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Les effets du changement climatique sur l'eau sont réels et multiples selon une majorité de Français.

Impact du changement climatique sur l'eau

Selon vous, le changement climatique a-t-il un impact important sur chacun des éléments suivants ?

- À tous, en % -



La principale conséquence concerne de leur point de vue les répercussions sur la faune et la flore aquatiques (91% dont 50% en sont convaincus).

Ils sont également plus de huit sur dix à partager l'idée selon laquelle l'intensité et la fréquence des sécheresses (89%), les risques d'inondations et le recul des côtes, l'érosion du littoral (88% respectivement) vont évoluer en fonction du climat.

En outre, on observe que les Français apparaissent particulièrement convaincus du lien étroit pouvant exister entre climat et eaux (de 45% à 50% d'entre eux jugeant ces impacts « très importants »).

Enfin, si 81% estiment que de tels changements sont également susceptibles d'avoir des répercussions sur la qualité de l'eau des rivières, des lacs et des nappes d'eau souterraines, cet impact est appréhendé de manière sensiblement plus relative (seuls 37% le jugeant « très important »).

Dans le détail, on relève que les femmes se montrent davantage attentives à l'importance du changement climatique sur les différents éléments testés. D'un point de vue géographique, les habitants du bassin Corse perçoivent davantage que la moyenne ce lien de cause à effet tandis que les habitants du bassin Adour-Garonne tendent à en limiter un peu plus l'importance.

CHANGEMENT CLIMATIQUE. Des résultats concordants et complémentaires avec les avis exprimés dans le cadre de la consultation du public sur les projets de plans de gestion des eaux (SDAGE).

Les données du changement climatique obligent à repenser la gestion de l'eau : augmentation des températures de l'air et de l'eau, une eau plus rare et aléatoire, des rivières plus basses en été.

Les Français ont conscience de ce phénomène et considèrent en grande majorité qu'il y a des **conséquences** sur les **ressources en eau** et les **risques d'inondations**.

La gestion de la rareté de l'eau doit être anticipée. Cela se traduit par le plébiscite de différentes actions :

- Inciter à **économiser l'eau potable** et **utiliser l'eau de pluie**
- **Réduire les fuites** dans les réseaux d'eau potable

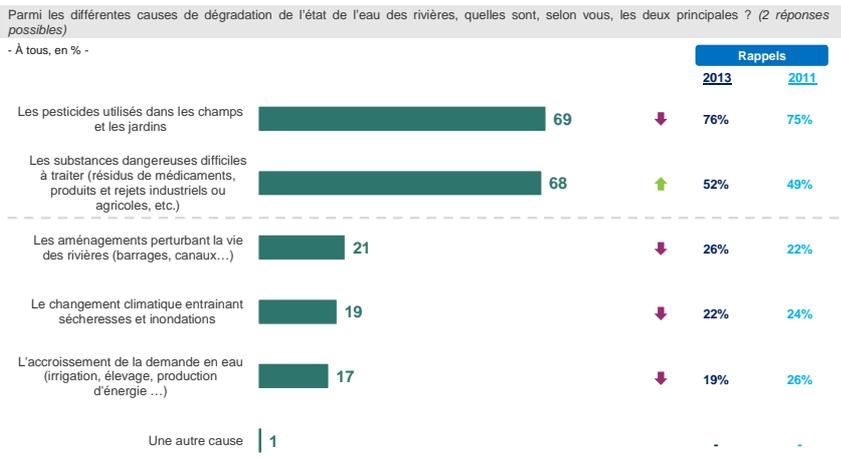
Lorsque l'on offre la possibilité aux répondants de **hiérarchiser les actions** où limiter l'impact du changement climatique, ceux-ci priorisent :

- **1^{er}** : La réduction de l'**impact sur les milieux naturels et la biodiversité**
- **2^{ème}** : La limitation de l'**impact sur l'alimentation en eau potable des grandes villes**

Consultation du public pendant 6 mois de décembre 2014 à juin 2015 dans le cadre des projets de plans de gestion des eaux pour chaque bassin hydrographique (2016-2021) qui intègrent des dispositions d'adaptation au changement climatique. (cf synthèse nationale sur www.lesagencesdeleau.fr)

Les pesticides et, davantage que par le passé, les substances dangereuses difficiles à traiter sont identifiés comme les principales causes de dégradation de l'état de l'eau des rivières par les Français.

Les principales causes de dégradation de l'état de l'eau des rivières



Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner deux réponses

Comme dans le cadre des éditions précédentes, les Français identifient deux causes principales de dégradation de l'état de l'eau :

les pesticides utilisés dans les champs et les jardins (69% des citations) et les substances dangereuses difficiles à traiter comme les résidus de médicaments, de produits ou les rejets agricoles ou industriels (68%) se distinguent assez nettement des autres facteurs testés.

Toutefois, si ces deux éléments sont cités dans des proportions équivalentes, notons que l'importance des pesticides recule assez nettement (-7 points par rapport à 2013) alors que l'impact perçu des substances dangereuses se trouve aux yeux des Français significativement renforcé : +16 points par rapport à 2013 et près de 20 points de plus qu'il y a 4 ans.

Les autres causes de dégradation de l'état des rivières sont envisagées de manière plus secondaires : les aménagements perturbant la vie des rivières (21%, en recul de -5 points par rapport à 2013, renouant avec le niveau observé en 2011 - 22%), le changement climatique entraînant sécheresses et inondations (19%, - 5 points en 4 ans) et l'accroissement de la demande en eau (17%, - 9 points par rapport à 2011).

Il est intéressant de constater que même si les Français s'accordent majoritairement à penser que le changement climatique a un effet sur l'eau, il n'est pas identifié comme une cause principale de dégradation des rivières, et dans des proportions moindres cette année que dans les éditions précédentes.

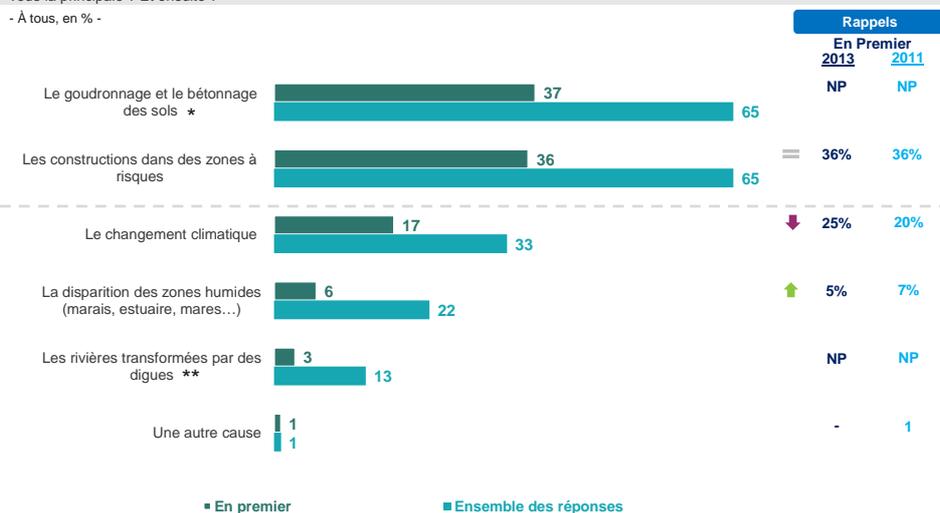
Cette cause reste néanmoins davantage mentionnée par les femmes (21% contre 19% en moyenne), les moins de 35 ans (23%) et les catégories populaires (23%). Les plus jeunes condamnent davantage les substances dangereuses difficiles à traiter (71% contre 68% en moyenne) tandis que leurs aînés mentionnent davantage l'utilisation de pesticides (72% contre 69%). Cette dernière cause est moins citée par les habitants du bassin Corse (54%).

Les principales causes d'inondations liées directement aux constructions et modifications des espaces naturels.

Nous l'avons précédemment mentionné, l'actualité des mois précédant l'enquête a été marquée par d'importantes inondations, ce qui tend à modifier sensiblement le regard porté par les Français à l'égard de ce phénomène.

Les principales causes d'inondation

Les phénomènes d'inondations se sont multipliés ces dernières années. Parmi les principales causes d'inondation possibles, quelle est selon vous la principale ? Et ensuite ?



Pour autant, aucune évolution notable n'est à souligner concernant les principales causes d'inondation, même si le changement climatique est ici encore moins cité que dans les éditions précédentes (17% le citent en premier, contre 25% en 2013 et 20% en 2011), soit la troisième cause identifiée par les Français.

Ainsi, l'augmentation des phénomènes d'inondation apparaît étroitement liée aux travaux des hommes ayant modifié les espaces naturels.

Le goudronnage et bétonnage des sols (37% de citations) et les **constructions dans des zones à risques** (36%, stable par rapport aux éditions précédentes) portent pour les Français la plus grande responsabilité dans l'augmentation des inondations ces dernières années.

La transformation des rivières par des digues (3%) et la disparition des zones humides (6%) apparaissent comme des causes plus secondaires.

Les perceptions varient de manière significative selon les environnements de vie.

Ainsi, quand les personnes résidant dans des zones urbaines mettent davantage l'accent sur le goudronnage et bétonnage des sols (40% de citations contre 37% en moyenne) et le changement climatique (21% contre 17%), les personnes vivant en milieu rural accordent une plus grande importance à la disparition des zones humides (9% contre 3% en moyenne).

OPINIONS A L'ÉGARD DE LA SITUATION DE L'EAU EN FRANCE ET DANS SA RÉGION

L'évolution de la situation depuis 10 ans : un sentiment général de dégradation comme lors des éditions précédentes, à l'exception de la qualité de l'eau du robinet.

La perception de l'évolution de la situation en dix ans concernant plusieurs enjeux liés à l'eau est sensiblement identique à ce que l'on a pu relever dans le cadre des précédentes éditions du baromètre : les Français font état dans l'ensemble d'un sentiment de dégradation sur l'ensemble des dimensions testées, à l'exception de la qualité de l'eau du robinet jugée stable par 57% d'entre eux, près d'un quart (23%) percevant même une amélioration.

C'est à l'égard de la qualité de l'eau des rivières et des lacs et de la quantité des ressources en eau disponibles que les jugements sont les plus sévères, 56% (-1 point par rapport à 2013) et 50% (+1 point) des personnes interrogées ayant le sentiment que la situation s'est dégradée, contre seulement 17% -stable- et 11% (+2 points) qui partagent l'avis contraire.

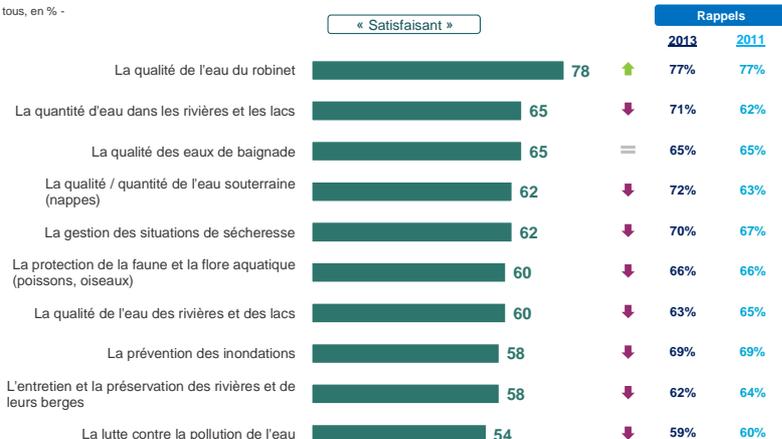
Enfin, le constat à l'égard de la qualité des eaux de baignade est plus partagé. Si 23% des Français estiment que la situation tend à s'améliorer, une proportion non négligeable continue toutefois à penser que la situation s'est plutôt dégradée (39%, -1 point), 36% la qualifient de plutôt stable.

Dans le détail, on remarque que les plus jeunes se révèlent systématiquement plus pessimistes que leurs aînés. De la même manière, les habitants des grandes agglomérations posent un regard plus négatif que ceux résidant en milieu rural, à l'exception de la qualité de l'eau du robinet, dont l'évolution négative est davantage soulignée par les seconds (24% contre 18% auprès des habitants d'agglomérations de plus de 100 000 personnes).

La satisfaction à l'égard de la gestion de l'eau dans sa région

En ce qui concerne chacun des aspects suivants, diriez-vous que la situation dans votre région est très, plutôt, plutôt pas ou pas du tout satisfaisante ?

- À tous, en % -



Une satisfaction des Français qui reste majoritaire quant à la gestion de l'eau dans leur région avec toutefois une dégradation sensible des jugements notamment à l'égard de la pollution de l'eau et du bon état des rivières et des berges.



La satisfaction des Français à l'égard de la gestion de l'eau dans leur région s'établit à un niveau élevé et majoritaire sur l'ensemble des dimensions testées, avec toutefois un léger tassement des opinions.

En outre, l'intensité des jugements demeure relative, la plupart des personnes interrogées se positionnant, comme lors des précédentes éditions du baromètre, sur les échelles intermédiaires « plutôt satisfaisant » ou « plutôt pas satisfaisant ».

Identifiée par les Français comme un enjeu prioritaire, la qualité de l'eau du robinet est jugée satisfaisante par 78% des personnes interrogées (+1 point) dont 22% qui l'estiment « tout à fait satisfaisante », soit le sujet recueillant le plus haut niveau d'opinions positives, et sans doute également le plus facile à appréhender objectivement, directement inscrit dans le quotidien de chacun.

D'autres domaines continuent de bénéficier de taux de satisfaction élevés, renouant avec les niveaux observés en 2011, après avoir connu une hausse sensible en 2013, non confirmée dans le cadre de cette nouvelle édition.

Plus de six habitants sur dix (65% respectivement) se disent satisfaits dans leur région de la qualité des eaux de baignade, de la quantité d'eau dans les rivières et les lacs, de la qualité / quantité de l'eau souterraine (62%) et de la gestion des situations de sécheresse (62%). Ces différents aspects apparaissent toutefois perfectibles, la part de personnes se déclarant « très satisfaites » plafonnant à 10%.

Au-delà de ces aspects, les autres éléments testés tout en faisant également l'objet de jugements positifs majoritaires, tendent davantage à diviser les Français. En outre, on observe que les niveaux de satisfaction sur ces dimensions apparaissent en recul constant sur 4 ans, la part d'insatisfaits étant de plus en plus importante (de 37% pour la protection de la faune et de la flore à 45% pour la lutte contre la pollution de l'eau).

La baisse de satisfaction la plus importante concerne la prévention des inondations, à 58%, soit -11 points, un sujet conjoncturel auxquels les Français sont particulièrement sensibles et à l'égard duquel les jugements fluctuent, naturellement, de manière importante en fonction des aléas climatiques. En dehors de cet aspect conjoncturel, 60% des Français s'estiment respectivement satisfaits de la protection de la faune et de la flore aquatiques (-6 points) et de la qualité de l'eau des rivières et des lacs (-5 points), 58% (soit -6 points) de l'entretien et de la préservation des rivières et de leurs berges et enfin 54% seulement de la lutte contre la pollution de l'eau soit le niveau de satisfaction le plus bas sur l'ensemble des éléments testés, en baisse de 6 points par rapport à 2011.

Dans le détail, on observe que les personnes de plus de 35 ans sont plus alertes sur les problèmes liés à l'eau dans leur région que les plus jeunes, tout comme les Français habitant en province le sont par rapport à ceux vivant en agglomération parisienne.

On observe également des nuances par bassins. En effet, les habitants du bassin Loire-Bretagne tendent à exprimer des jugements plus positifs que la moyenne sur la plupart des dimensions testées. A l'inverse, on relève des taux d'insatisfaction sensiblement plus élevés auprès des habitants des bassins Artois-Picardie et Seine-Normandie, sans que l'on identifie toutefois un point particulier de crispation majeur.

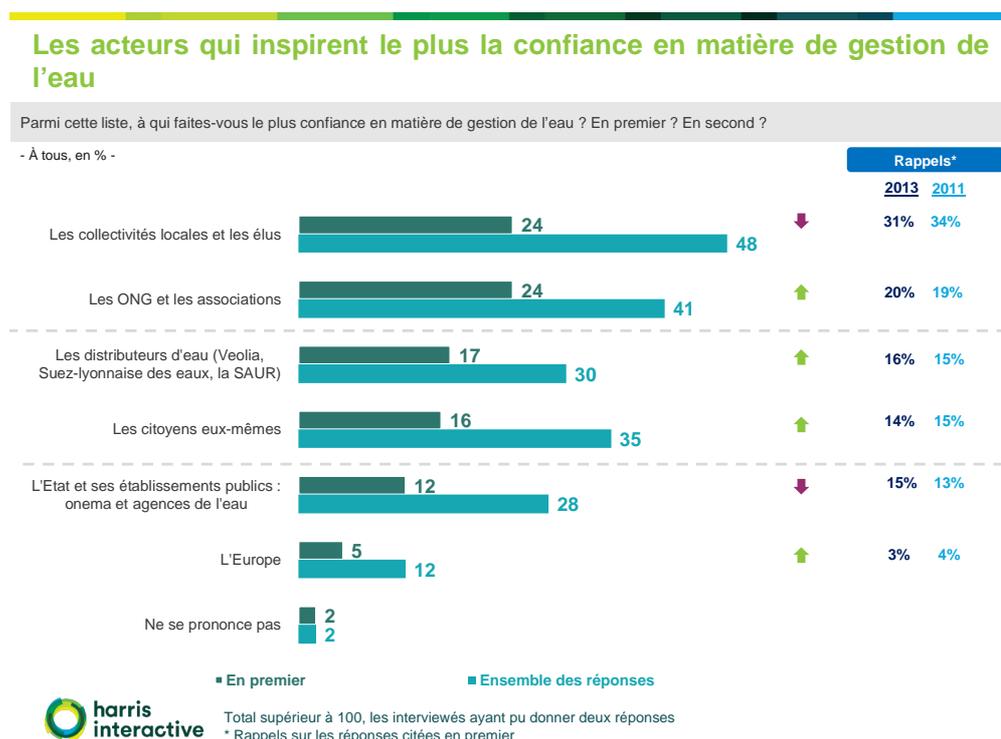
Enfin, notons qu'au-delà d'un taux de satisfaction global majoritaire, le jugement à l'égard de la prévention des inondations varie très largement selon les bassins, de 37% seulement en Corse et 49% en Rhône-Méditerranée, soit les niveaux les plus bas enregistrés, (ces régions étant particulièrement exposées) à 63% soit le score le plus élevé en Loire-Bretagne. Notons enfin que de telles variations ont déjà été observées dans le cadre des éditions précédentes, principalement sur ces sujets conjoncturels, tels que les inondations ou encore la gestion des situations de sécheresse.

LES ACTIONS POSSIBLES POUR UNE MEILLEURE GESTION DE L'EAU

Les acteurs qui inspirent le plus confiance en matière de gestion de l'eau : les collectivités locales, les élus et les ONG et associations.

En matière de gestion de l'eau et comme dans les éditions précédentes, les Français accordent davantage leur confiance aux collectivités locales, aux élus et aux ONG et associations (24% de citations respectivement).

Si globalement la hiérarchie demeure sensiblement la même que les années précédentes, **l'Europe étant perçue comme l'acteur le moins crédible** sur ce sujet (5% de citations), on relève toutefois **que les pouvoirs publics, que ce soit au niveau local ou national accusent des baisses sensibles** (-10 points en 4 ans pour les collectivités locales et les élus avec un niveau de confiance à 24%, -3 points par rapport à 2013 pour l'Etat et ses établissements publics (Onema et agences de l'eau, avec un niveau de confiance à 12%).



A l'inverse, le crédit porté aux ONG se voit renforcé (+4 points par rapport à 2013, +5 points en 4 ans, à 24% de citations en premier), faisant donc pour la première fois jeu égal avec les collectivités locales et les élus.

Les distributeurs d'eau et les citoyens eux-mêmes bénéficient de niveaux de confiance plus relatifs, respectivement 17% et 16% de citations en premier mais stables dans le temps, voire en légère augmentation.

La confiance accordée aux différents acteurs varie selon les sous-catégories de populations considérées.

En effet, si les hommes attribuent davantage leur confiance aux ONG et associations, à l'Etat et ses établissements publics et à l'Europe, les femmes sont plus nombreuses à accorder leur confiance aux distributeurs d'eau. On observe également **un clivage générationnel, les jeunes faisant davantage confiance aux ONG et associations**, aux distributeurs d'eau alors que les plus âgés accordent une plus grande confiance aux pouvoirs publics et aux citoyens eux-mêmes.

Les actions prioritaires pour garantir une bonne gestion de l'eau et des milieux aquatiques

Selon vous, pour mieux gérer l'eau dans son milieu naturel et préserver l'état des rivières, des fleuves, des lacs, des nappes d'eau souterraine, il faut en priorité... ? (Une seule réponse)

- À tous, en % -

			Rappels	
			2013	2011
Eduquer, sensibiliser, former tous les publics	38	↓	39%	41%
Faire payer tous les usagers, c'est-à-dire les particuliers les industriels et les agriculteurs en fonction de la pollution qu'ils produisent	24	↓	25%	25%
Faire appliquer strictement la réglementation	17	↑	14%	14%
Agir au niveau local, c'est à dire à l'échelle de la rivière	9	↓	10%	9%
Financer les investissements qui concourent à la bonne qualité de l'eau des rivières	7	=	7%	6%
Mener des programmes de recherche scientifique	5	=	5%	5%



Afin de mieux gérer l'eau dans son milieu naturel et préserver l'état des rivières, des fleuves, des lacs, des nappes d'eau souterraine, **les Français estiment qu'il faut en priorité éduquer, sensibiliser, former tous les publics (38%)**.

Vient ensuite la politique du pollueur-payeur considérée comme une action prioritaire par 24% des Français et dans une moindre mesure, le fait de faire appliquer strictement la réglementation (17%).

Si ce trio de tête reste inchangé par rapport à ce que l'on a pu observer dans le cadre des précédentes éditions, il convient toutefois de souligner que **la prévention tend à reculer sensiblement** (-1 point par rapport à 2013 mais -3 points par rapport à 2011) au profit de l'application stricte de la réglementation (+3 points en 4 ans).

Les autres actions proposées sont appréhendées dans une moindre mesure.

Ainsi, seuls 9% des Français estiment que l'action au niveau local c'est-à-dire à l'échelle de la rivière pourrait constituer une réponse efficace et prioritaire pour mieux gérer l'eau dans son milieu naturel (-1 point, stable par rapport à 2011).

Le financement des investissements qui concourent à la bonne qualité de l'eau des rivières (7%) et le déploiement de programmes de recherche scientifique (5%) constituent également des mesures peu plébiscitées.

Les femmes et les foyers avec des enfants (41% respectivement contre 38% en moyenne) se montrent davantage sensibles à l'éducation et la sensibilisation des publics. Des différences générationnelles se font jour également, les plus âgés étant davantage favorables à la mise en place du principe pollueur-payeur et de l'application stricte de la réglementation que les plus jeunes.

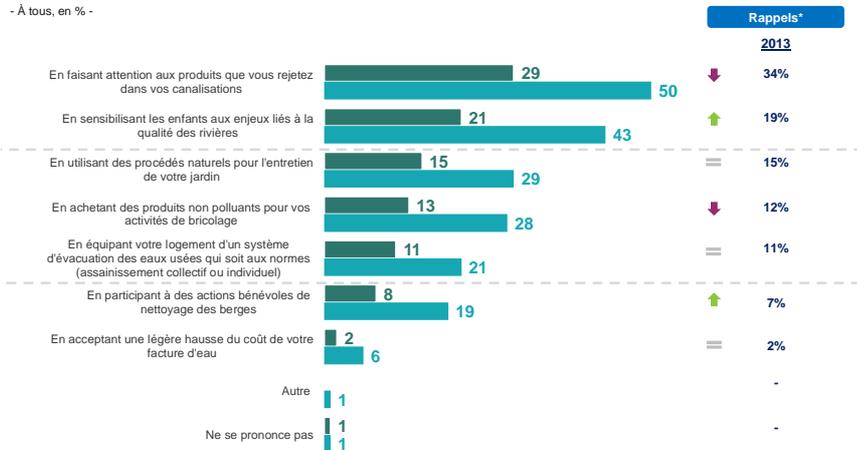
Si la prévention s'impose comme l'action prioritaire quel que soit le bassin considéré, on observe toutefois quelques spécificités géographiques. En effet, les habitants du bassin Artois-Picardie estiment moins que les habitants des autres bassins que l'éducation et la sensibilisation des publics est une priorité (34% contre 38% en moyenne). En revanche, ils se positionnent davantage en faveur d'une contribution financière en fonction de la pollution produite (28% contre 24%). Par ailleurs, on relève que les habitants du bassin Rhône-Méditerranée privilégient sensiblement plus que la moyenne une application plus stricte de la réglementation (21% contre 17%).

Afin de préserver la qualité des rivières, les Français sont principalement prêts à surveiller leurs rejets dans les canalisations et à sensibiliser leurs enfants.

Les contributions personnelles possibles pour préserver la qualité des rivières

Selon vous, comment pouvez-vous contribuer à la qualité des rivières près de chez vous ? En premier ? En second ?

- À tous, en % -



■ Citée en premier

■ Ensemble des réponses

* Rappels sur les réponses citées en premier

Faisant écho à leurs préoccupations et aux actions qu'ils considèrent prioritaires pour préserver la qualité des rivières, la disposition à faire preuve **d'une vigilance accrue concernant les produits rejetés dans leurs canalisations** (29% de citations -5 points par rapport à 2013) et dans une moindre mesure la sensibilisation des plus jeunes (21%, +2 points) émergent comme les deux actions que les Français seraient prêts à mettre en œuvre pour contribuer à préserver la qualité des rivières près de chez eux.

Si ces deux actions apparaissent cette année encore celles qui séduisent le plus les Français, on note toutefois que **la vigilance accordée aux rejets tend à reculer au profit de la prévention.**

Viennent ensuite plusieurs actions, nécessitant des dépenses ou des modifications de comportement en matière d'achat, qui sont moins envisagées par les Français.

Ainsi, le fait d'être plus vigilants dans leurs pratiques et achats, notamment en utilisant des procédés naturels pour l'entretien de leur jardin (15%, stable), en achetant des produits non-polluants pour leurs activités de bricolage (13%, -1 point) ou s'agissant d'équiper leur logement d'un système d'évacuation des eaux usées aux normes (11%, stable par rapport à 2013) – les propriétaires se montrent d'ailleurs plus favorables à ce moyen d'action que la moyenne des Français (12% contre 11%) – sont des réflexes qui sont plus difficilement envisagés.

Enfin, les Français ne sont manifestement pas prêts à donner de leur temps pour participer à des actions bénévoles de nettoyage des berges (8%). De la même manière et plus encore, on constate que les contraintes directes d'ordre budgétaire restent les moins acceptées, seuls 6% des Français estiment que la hausse de leur facture d'eau pourrait être leur contribution personnelle à la qualité des rivières (2% de citation en premier).

Les Français prêts à laisser les espaces verts à l' « état sauvage »

La non-utilisation de pesticide pour entretenir les espaces verts, donne un aspect parfois moins maîtrisé de ces espaces. La nature reprenant ses droits, les espaces verts ont ainsi une apparence « plus sauvage ».

Néanmoins, **les Français semblent privilégier l'action écologique à la gestion de ces espaces, déclarant très majoritairement (93%) être prêts à ce que les espaces verts autour de chez eux aient une apparence plus sauvage afin de ne pas utiliser de pesticides**, 73% y sont même tout à fait prêts contre 3% qui n'y sont plutôt pas et 4% pas du tout.

Ce consensus est élevé et majoritaire quelle que soit la catégorie de population ou le territoire considéré.

INFORMATIONS SUR L'EAU

Faisant écho à leurs préoccupations, les Français jugeraient utile de disposer d'informations relatives à la quantité de polluants présente dans les rivières.

Alors que l'éducation et la prévention sont identifiées comme des pistes prioritaires à mettre en œuvre pour préserver la qualité des rivières, **l'ensemble des données sur l'eau qui pourraient être communiquées est jugé utile par une large majorité de Français.**

En premier lieu, et en lien avec leurs préoccupations, 90% des Français estiment qu'il serait utile de disposer d'informations concernant les quantités de polluants dans les rivières (pesticides, nitrates, résidus de médicaments etc.) dont 60% « très utile », soit le sujet le plus attendu.

Une meilleure visibilité concernant la qualité des eaux de baignade, la qualité de l'eau dans les rivières ou encore le prix de l'eau est également souhaitée par 88% à 90% des Français, dont près d'un sur deux qui jugeraient cela très utile.

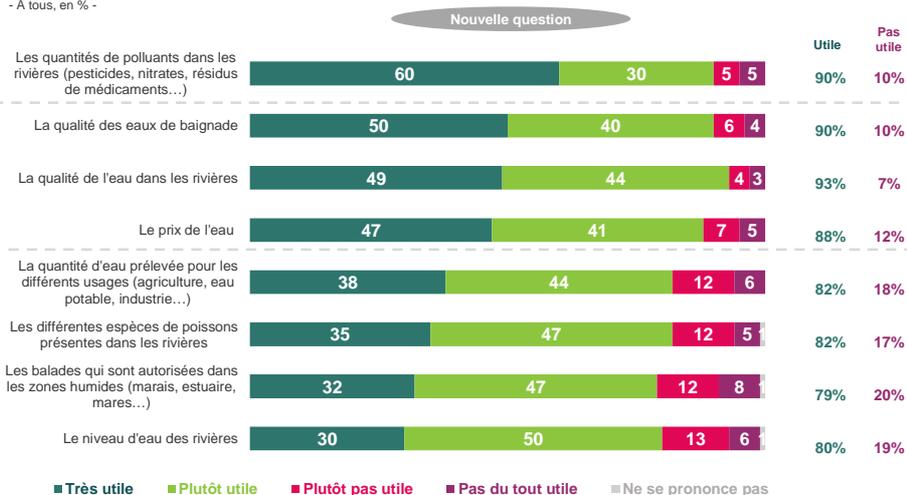
Enfin, si une proportion élevée de Français se prononce également en faveur de la mise à disposition d'autres données sur l'eau (de 79% à 82% selon les sujets), leur utilité est toutefois perçue comme plus relative (avec des proportions de personnes jugeant cela très utile comprises entre 30% et 38%).

C'est le cas de l'information relative à la quantité d'eau prélevée pour les différents usages, des différentes espèces de poissons présentes dans les rivières, des données renseignant sur les balades qui sont autorisées dans les zones humides et enfin du niveau d'eau dans les rivières.

L'utilité des informations sur l'eau et les rivières

Diriez-vous qu'il serait très utile, plutôt utile, plutôt pas utile ou pas du tout utile pour vous d'avoir des informations sur chacun des sujets suivants ?

- À tous, en % -



Dans le détail, on relève que les personnes résidant dans les grandes agglomérations, âgées de 50 ans et plus plébiscitent presque systématiquement davantage que la moyenne les différents types d'information qui pourraient être mis à disposition.

On observe en outre quelques différences selon les bassins, les habitants de la Corse jugeant plus qu'ailleurs l'ensemble des informations utiles à l'exception de celles relatives aux balades qui apparaissent plus secondaire.

On note également que les informations liées à la qualité de l'eau dans les rivières et au prix de l'eau sont moins attendues par les habitants du bassin Adour-Garonne qu'ailleurs.

EAU ET SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

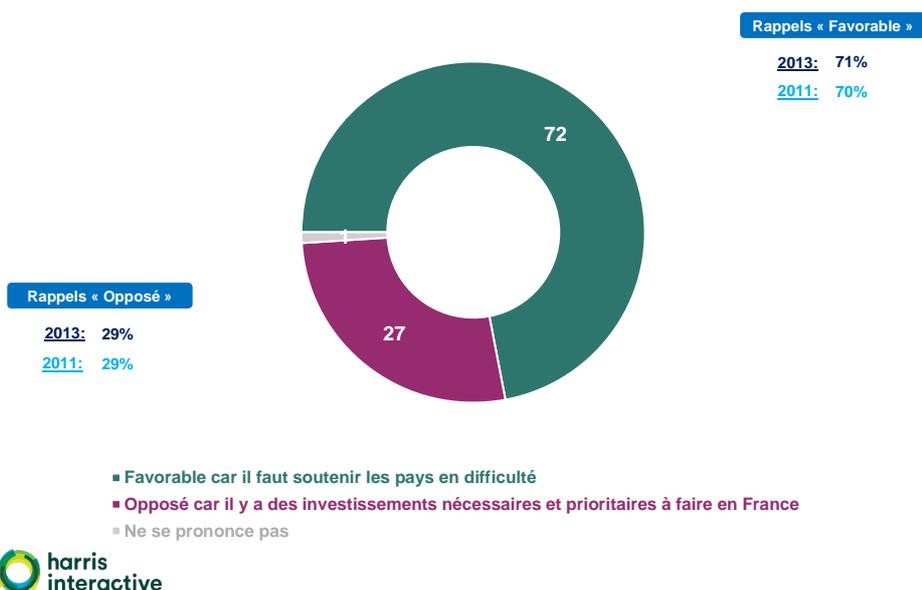
La loi « Oudin-Santini » propose aux collectivités de consacrer 1% de leur budget « eau et assainissement » pour soutenir des initiatives locales d'accès à l'eau potable et d'assainissement dans les pays de l'hémisphère sud.

Testée pour la troisième fois dans le cadre de ce baromètre, on observe qu'en 4 ans, l'opinion a peu évolué à l'égard de cette loi, une majorité de Français y étant toujours favorable.

L'appréciation de la loi 1% solidarité internationale

La législation propose aux collectivités de consacrer 1% de leur budget « eau et assainissement » pour soutenir des initiatives locales d'accès à l'eau potable et d'assainissement dans les pays de l'hémisphère sud. Y êtes-vous ... ?

- À tous, en % -



En effet, près de $\frac{3}{4}$ des Français (72%, soit +1 point par rapport à 2013, +2 en 4 ans) soutiennent cette mesure considérant qu'il faut soutenir les pays en difficultés contre 27% qui y sont opposés estimant qu'il faut donner une priorité à l'investissement en France.

L'appréciation de cette mesure varie selon les catégories de population considérées.

Les principaux soutiens de cette mesure se recrutent parmi les jeunes âgés de 18 à 24 ans (82%), les cadres supérieurs et professions libérales (82%), les habitants de l'agglomération parisienne (78%), de grandes villes (75%) ou encore les locataires et habitants de logements collectifs (respectivement 76%).

A l'inverse, les personnes les plus réfractaires à cette aide en faveur des pays du Sud sont les ouvriers (36% contre 27% en moyenne) et les personnes vivant en milieu rural (31%).

Les propriétaires (29%) et les personnes résidant en maison individuelle (30%) se montrent également plus opposés à cette législation.

Enfin, d'un point de vue géographique, on note que les habitants du bassin Artois-Picardie se montrent plus opposés à ce dispositif (63% contre 72% en moyenne), tandis que ceux du bassin Adour-Garonne y sont plus favorables (76%).

CONTACTS

LES AGENCES DE L'EAU

Les agences de l'eau sont des établissements publics du ministère chargé du développement durable dont la mission est de financer les ouvrages et actions qui contribuent à préserver les ressources en eau et à lutter contre les pollutions, en respectant le développement des activités économiques.

Pour ce faire, elles perçoivent des redevances auprès de l'ensemble des usagers. Celles-ci sont redistribuées sous forme d'avances et de subventions aux collectivités locales, aux industriels, aux agriculteurs, aux artisans ou aux associations qui entreprennent des actions de protection du milieu naturel.

www.lesagencesdel'eau.fr

L'OFFICE NATIONAL DE L'EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Établissement public du ministère en charge du développement durable, l'Onema est l'organisme technique de référence sur la connaissance de l'état des eaux et sur le fonctionnement écologique des milieux aquatiques. Il mobilise la Recherche sur les enjeux de la gestion de l'eau et des milieux aquatiques. Il anime l'acquisition des informations sur l'eau, les milieux aquatiques et les services publics d'eau et d'assainissement, et assure leur diffusion. Il contribue à la police de l'environnement en contrôlant les usages de l'eau. Il accompagne la mise en œuvre des politiques de l'eau en apportant son appui technique aux acteurs de la gestion de l'eau, au niveau territorial et de bassin.

www.onema.fr

www.eaufrance.fr, le portail du système d'information sur l'eau

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ÉNERGIE

L'État est directement responsable au niveau européen de la gestion des eaux en vue de leur bon état.

www.developpement-durable.gouv.fr

Contacts Presse

Catherine Belaval, agence de l'eau Adour-Garonne 05 61 36 44 44 - 06 08 73 64 03, catherine.belaval@eau-adour-garonne.fr

Dominique Arnaud, Anouk Déqué Communication 05 61 55 55 65 - 06 15 37 34 92, d.arnaud@adeque.com

Agence de l'eau Adour-Garonne

Laurent BERGEOT, directeur général

www.eau-adour-garonne.fr

contact :

valerie.bayche@eau-adour-garonne.fr

Agence de l'eau Artois-Picardie

Olivier THIBAUT, directeur général

www.eau-artois-picardie.fr

contact :

m.cordonnier@eau-artois-picardie.fr

Agence de l'eau Loire-Bretagne

Martin GUTTON, directeur général

www.eau-loire-bretagne.fr

contact :

paule.operiol@eau-loire-bretagne.fr

Agence de l'eau Rhin-Meuse

Marc HOELTZEL, directeur général

www.eau-rhin-meuse.fr

contact :

florence.chaffarod@eau-rhin-meuse.fr

Agence de l'eau Rhône-Méditerranée Corse

Laurent ROY, directeur général

www.eaurmc.fr

contact :

nancy.yana@eaurmc.fr

Agence de l'eau Seine-Normandie

Michèle ROUSSEAU, directrice générale

www.eau-seine-normandie.fr

contact :

brissot.sylvie@aesn.fr

Office national de l'eau et des milieux aquatiques (Onema)

Paul MICHELET, directeur général

www.onema.fr

contact :

gisele.parfait@onema.fr

Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie

François MITTEAULT, directeur de l'eau et de la biodiversité

www.developpement-durable.gouv.fr

contact :

beatrice.galin@developpement-durable.gouv.fr

